

AVIS DE LA DEMANDE DE COTATION

Dossier de Demande de Cotation N° 003/DC/MINT/CIPM/2026 du 1.2. JUIN 2026
POUR LE SERVICE DE GARDIENNAGE DES INSTALLATIONS DES BIENS ET PERSONNES DES SERVICES CENTRAUX DU MINT, DES RESIDENCES DU MINISTRE DES TRANSPORTS ET DU MINISTRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS (EN PROCEDURE D'URGENCE).

1. OBJET

Le Ministre des Transports lance une Demande de Cotation pour le service de gardiennage des installations, des biens et des personnes des services centraux, des résidences du Ministre des transports et du Ministre Délégué auprès du Ministre des Transports.

Les prestations à exécuter sont définies et décrites au chapitre 3 point 2 de la présente Demande de Cotation.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations de la Demande Consultation comprennent le service de gardiennage des installations des biens et des personnes des services centraux, des résidences du Ministre des transports et du Ministre Délégué auprès du Ministre des Transports.

3. PARTICIPATION

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte aux entreprises de droit camerounais agréées exerçant dans le domaine du gardiennage et de la sécurité.

4. FINANCEMENT

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, seront financés par le budget de fonctionnement du Ministère des Transports, Exercice 2026, Imputation : 60.46.465.0.33000001.0133.361950

5. CONSULTATION DU DOSSIER

Le Dossier de Demande de Cotation peut être consulté aux heures et jours ouvrables au Ministère des Transports, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés, (porte c 120) tél. 222 23 31 73, dès publication du présent avis.

6. COUT PREVISIONNEL

Le montant prévisionnel du marché est de Vingt-huit Millions cinq cent soixante mille (28.560 000) Francs CFA TTC

7. ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier peut être obtenu au Ministère des Transports, Service des Marchés, dès publication du présent Avis sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) Francs CFA au Trésor Public.

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur émis par un établissement financier ou une CDCFC et portant la mention manuscrite de l'établissement émetteur dont le montant est de cinq cent soixante onze mille deux cents (571 200) Francs CFA, Valable pendant cent vingt jours (120) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

L'absence de la caution de soumission à l'ouverture des plis ou l'absence de la mention manuscrite de l'établissement émetteur entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme non conforme. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable et considérée comme absente.

9. REMISE DES OFFRES

Chaque Cotation est rédigée en français ou en anglais. La cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLERS au plus tard le 07. Juin. 2026. à 13h. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et le récépissé de dépôt en ligne devront être transmis sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », pour la copie de sauvegarde, en plus de la mention ci-dessous au Service des Marchés dans les délais impartis.

AVIS DE LA DEMANDE DE COTATION N° 003 /DC/MINT/CIPM/2026 D 12 JUIN 2026
----- POUR LE SERVICE DE GARDIENNAGE DES INSTALLATIONS DES BIENS ET
PERSONNES DES SERVICES CENTRAUX DU MINT, DES RESIDENCES DU MINISTRE
ET DU MINISTRE DELEGUE AUPRES DU MINISTRE DES TRANSPORTS.(EN
PROCEDURE D'URGENCE).

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituent l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- Taille des fichiers :
- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

10. RECEVABILITE DES OFFRES

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- la copie de sauvegarde portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- la copie de sauvegarde parvenue postérieurement aux dates et heures limites de dépôt sur la plate forme COLERS.

• la copie de sauvegarde non-conforme au mode de soumission.

Toute consultation incomplète conformément aux prescriptions de la Demande de Cotation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministère en des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres et ayant la mention manuscrite de l'Etablissement émetteur entraînera le rejet pur et

simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission présumée sera exigée pour la consultation. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrevocable et considérée comme non conforme.

11. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage est de 12 mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrage.

12. OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 07 JUIL 2026 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage dans la salle de conférence du bâtiment rond du MINT.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée. Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente. Conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Demande de Consultation, Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Demande de Consultation.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

13. CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES

13.1 Critères éliminatoires

- Absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif au-delà de 48 heures après la date d'ouverture des offres (excepté la caution de soumission) ;
- Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné l'exécution d'un marché durant les trois (03) dernières années ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- absence d'un élément de l'Offre financière (SDPU, BPU, DQE, ...)
- de l'absence de la charte d'intégrité
- de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental
- Non-respect du format de fichiers des offres
- Note technique inférieure à 80 points sur 100 ;
- Absence de l'offre de sauvegarde et enregistrée USB en cas de dysfonctionnement de la plate forme COLEPS
- Absence de l'agrément délivré par l'administration compétente ou du récépissé de dépôt datant d'au moins de 03 mois.
- Absence du modèle de la lettre de soumission.

13.2 Critères essentiels

- Présentation de l'offre ;
- Expérience du soumissionnaire ;
- Délai et planning des prestations douze (12) mois maximums ;
- Capacité financière d'une somme de 7.000.000 ;
- Preuve d'acceptation des Conditions du marché (CCAP et DR) ;

- Les moyens logistiques et matériels ;
- La méthodologie d'exécution des prestations.

14. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

15. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales Service des Marchés (porte C120), Tél. 222 23 31 73

16. Les rabais

Pour être pris en compte, les éventuels rabais consentis devront être mentionnés en chiffres et en lettres et non manuscrits sur la lettre à soumission.

17. Dénonciation

Pour toute dénonciation des pratiques irrégulières faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673.20.57.25 et 699.37.07.48.

Fait à Yaoundé, le 12 JUIN 2026

LE MINISTRE DES TRANSPORTS,

Ampliations :

- MINMAP (pour publication) ;
- ARMP (pour publication) ;
- Président CYPM (pour information) ;
- Service des marchés (pour archivage).
- Affichage (pour information) ;



LE BIBEHE Jean Ernest Masséna

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Partie

MINISTERE DES TRANSPORTS

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORTS

CONSULTATION NOTICE
Consultation File No. 003/DC/MINT/GIPM/2026 of 12 JUN 2026
FOR THE SECURITY SERVICES (GUARDING) OF INSTALLATIONS, PROPERTIES, AND PERSONS OF TRANSPORT AND THE MINISTER DELEGATE TO THE RESIDENCES OF THE MINISTER OF TRANSPORT (EMERGENCY PROCEDURE)

1. PURPOSE

The Minister of Transport is launching a consultation for the provision of security (guarding) services for installations, property, and persons of the central services, as well as the residences of the Minister of Transport and the Minister Delegate to the Minister of Transport in Yaounde. The services to be carried out are defined and described in Chapter 3, point 2 of this Consultation Request.

2. SCOPE OF SERVICES

The services under this consultation include guarding services for installations, property, and persons of the central services, as well as the residences of the Minister of Transport. Delegate to the Minister of Transport.

3. PARTICIPATION

Participation in this Request for Quotation is open to companies governed by Cameroonian law licensed in security guards.

4. FUNDING

The services covered by this consultation will be financed by the operating budget of the Ministry of Transport for the 2026 fiscal year, Budget line: 60.46.465.0.33000001.0133.361950.

5. CONSULTATION OF THE FILE

The Consultation File may be consulted during working hours and days at the Ministry of Transport, Department of General Affairs, Contracts Services (Door C120), Tel: 222 23 31 73, upon publication of the present notice.

6. ESTIMATED COST

The estimated amount of the contract is twenty-eight million five hundred sixty thousand (28,560,000) CFA francs, all taxes included.

ACQUISITION OF THE CONSULTATION FILE

the bid may be obtained from the Ministry of Finance.
the present notice, upon presentation of a receipt of payment of a non-refundable amount of one hundred thousand (50,000) CFA francs to the Public Treasury.

8. BID BOND

To avoid rejection, each bidder must include in their administrative documents a bid bond stamped at the current rate, issued by a first-class financial institution approved by the Ministry of Finance, accompanied by a CDEC receipt and bearing the handwritten mention of the issuing institution. The amount is five hundred seventy-one thousand two hundred (571,200) CFA francs, valid for one hundred twenty (120) days from the deadline for submission of bids.

Absence of the bid bond at the opening of bids will result in outright rejection of the offer. A bid bond unrelated to the consultation will be considered non-compliant. A bid bond presented during the bid opening session is inadmissible and considered absent.

9. SUBMISSION OF BIDS

Each bid must be written in French or English.

Submission is exclusively online via the COLEPS platform no later than **07 JUL 2026** 00:00 PM.

A backup copy of the offer saved on USB key or CD/DVD and the receipt of online submission must be submitted in a sealed envelope, clearly marked "backup copy," along with the following indication to the Procurement Service within the deadline:

12 JUN 2026
CONSULTATION NOTICE No. **003**/DC/MINT/CIPM/2026 offor security services (guarding) of installations, property, and persons of the central services of MINT, and the residences of the Minister and the Minister Delegate (emergency procedure).

"To be opened only during the bid opening session."

Since submission is online, the maximum sizes of the documents to be uploaded to the platform and forming part of the bidder's offer are as follows:

- Administrative Offer: 5 MB
- Technical Offer: 15 MB
- Financial Offer: 5 MB

Accepted formats:

- PDF for text documents
- JPEG for images

Bidders should use compression software if necessary.
Late submissions will be rejected.

10. ADMISSIBILITY OF BIDS

Will be rejected by the contracting authority:

- backup copy bearing bidder identity
- Late submissions
- backup copy without reference to the consultation
- Non-compliant submissions

any submission that is incomplete in accordance with the requirements of the Commission request shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a first-class financial institution approved by the Ministry of Finance to provide guarantees in public procurement, or failure to comply with the standard templates of the Tender File documents, shall result in the outright rejection of the bid without any possibility of appeal.

A bid bond submitted but unrelated to the consultation concerned shall be considered non-compliant. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be inadmissible and considered non-compliant.

11. EXECUTION PERIOD

The execution period is twelve (12) months from the date of notification of the Service Order to start.

12. OPENING OF BIDS

The opening of bids shall take place in a single phase and will be held on 07 JUL 2026 at 2:00 p.m. by the Internal Procurement Commission of the Contracting Authority in the conference room of the round building of the Ministry of Transport (MINT).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice.

To avoid rejection, the required administrative documents must be submitted in originals or certified true copies issued by the competent authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Consultation. They must be dated less than three (03) months old or issued after the date of signature of the Consultation Notice.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file at the time of bid opening, and after a 48-hour period granted by the Commission, the bid shall be rejected.

13. EVALUATION CRITERIA

13.1 Eliminatory Criteria

- Missing or non-compliant administrative document after 48 hours (except bid bond)
- Missing or non-compliant bid bond
- False declarations or forged documents
- Absence of declaration of non-abandonment of contracts in the past three years
- Missing unit price in financial offer
- Missing financial documents (SDPU, BPU, DQE, etc.)
- Absence of integrity charter
- Absence of social and environmental commitment declaration
- Non-compliance with file format
- Technical score below 80/100
- Absence of backup copy in case of COLEPS failure
- Absence of approval issued by the competent authority or of the receipt of application for approval dated least 03 months ago
- Absence of the submission letter template

13.2 Essential Criteria

- Presentation of the offer
- Bidder's experience

- Execution schedule (maximum 12 months)
- Financial capacity of 7,000,000 CFA francs
- Acceptance of contract conditions (CCAP and DF)
- Logistics and equipment
- Methodology for executing the services

14. BID VALIDITY

Bidders shall remain bound by their offers for ninety (90) days from the deadline for submission.

15. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information can be obtained during work hours and days from the Department of General Affairs, Contracts Service (Door C120), Tel: 222 23 31 73.

16. DISCOUNTS

Any discounts must be indicated in figures and words (not handwritten) in the bid submission letter.

17. DENUNCIATION

For any reporting of practices, acts of corruption, or malpractice, please call CONAC at 1517. or contact the Public Contracts Authority (MINMAP) via SMS or phone at the following numbers: (1237) 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaounde 12 JUIN 2026

THE MINISTER OF TRANSPORTS,

Copies :

- President Chair Person Tender board (for information) ;
- Notice board (for information);
- Contracts Services (for archives).



NGALE EBEHE Jean Ernest Masséna